

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLEMY, le 18 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GROUPE MEAC SAS

La Ferrière
Route de Saint-Julien
44110 ERBRAY

Références : 2022-242_INSP_RAP_SB_MEAC Groupe
Code AIOT : 0006300447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Les Carrières, Le Champ des Perrières Carrière du bois Jourdan 53290 BOUERE. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC SAS
- Les Carrières, Le Champ des Perrières Carrière du bois Jourdan 53290 BOUERE
- Code AIOT : 0006300447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Il s'agit d'une petite carrière de roches massives (marbre) dont l'exploitation est orientée vers l'extraction de blocs

de marbre. Ces blocs sont expédiés hors du site pour être retravaillés selon la demande par des tiers. Le marbre du site présente une forte valeur patrimoniale locale et est notamment employé en architecture et décoration de prestige (par exemple Petit Trianon, Empire states bulding...). Les déchets induits par l'exploitation des blocs sont concassés sur le site puis expédiés pour être valorisés comme produits minéraux naturels dans les usines de l'exploitants (groupe MEAC).

L'emprise du site est limitée à environ 7,7 ha, pour une production autorisée d'au plus 75 000 t/an. L'excavation doit être maintenue sèche par un pompage d'exhaure pour permettre l'accès au gisement.

L'activité est conduite par campagnes ponctuelles d'au plus 3 mois environ s'agissant du sciage des blocs et d'au plus quelques semaines s'agissant du concassage des résidus. Les 2 types d'activités ne sont pas simultanées et sont très inférieures aux prévisions initiales en termes de volume. Il n'y a pas d'activité tous les ans sur le site ; des campagnes d'exploitations ont eu lieu en 2015, 2016, 2019 et 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les déchets d'extraction;
- la gestion et le rejet d'eau ;
- les émissions sonores ;
- les tirs de mines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.9	/	Sans objet
6	Information du public	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 3.11	/	Sans objet
9	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.4	/	Sans objet
10	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.1	/	Sans objet
11	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.2	/	Sans objet
12	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
2	AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	AN2022-DDIE	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
5	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Circulation sur la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 3.2.3	/	Sans objet
8	Emissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.1.2	/	Sans objet
13	Volet relatif à l'eau	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.4	/	Sans objet
14	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.4.3	/	Sans objet
15	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.2	/	Sans objet
16	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.3	/	Sans objet
17	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.4	/	Sans objet
18	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.6.2	/	Sans objet
19	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.6.3	/	Sans objet
20	Classement administratif des installations	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 1.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site est très réduite par rapport à ce qui était initialement prévu. Le phasage d'exploitation est donc très en retard sur celui prévu.

Vu la faible activité, certains suivis périodiques envisagés et prescrits ne sont pas mis en oeuvre lorsqu'il n'y a pas d'activité. Par rapport à ce qui était prévu et prescrit, les conditions de rejet d'eau d'exhaure ont été modifiées avec l'accord du syndicat du bassin versant de la Taude qui gère le rejet vers le cours d'eau voisin. Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet ce qui n'a pas été le cas. Les effets sur l'environnement sont très limités voire nuls et les résultats des suivis conformes (sauf un rejet ponctuel d'eau vers un plan d'eau voisin).

Malgré la faible activité, une commission locale de concertation et de suivi se réunit périodiquement et les comptes rendus attestent d'un dialogue local satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AN2022-DDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'installations de gestion de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
Constats : Les déchets potentiellement produits sur le site sont des matériaux de découverte du gisement (terre non polluée) et des déchets de marbre (non valorisables issus de la découverte ou du traitement des matériaux). <p>Il y a très peu d'activité et de découverte. La terre a été utilisée pour des aménagements faits au niveau du site (merlons, plateforme de stockage des blocs, zone entomologique) et pourrait en partie être remobilisée pour le réaménagement final du site. La faible activité s'est limitée à la découpe de blocs et aux concassages des résidus de gisements produits lors de l'extraction des blocs afin d'être valorisés.</p> <p>Il n'y pas eu de déchets de production depuis l'autorisation en cours. S'ils n'étaient pas valorisables, les déchets seraient placés en fond fouilles.</p> <p>Au regard des éléments du plan de gestion des déchets et des constats, il n'y a pas de déchets d'extraction non dangereux non inertes ou dangereux.</p> <p>Il n'y a pas d'endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile (ni terri, verse ou bassin excepté le trou d'excavation).</p> <p>Les déchets d'extraction inertes, sont (potentiellement) replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état et sont utilisés à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux. Ils ne sont donc pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AN2022-DDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Au regard de ce qui précède, il n'y a pas de zone de stockage des déchets d'extraction inertes au sens de l'article 1 de l'arrêté du 22/09/94. Néanmoins, il a été constaté que les aménagements faits avec les déchets d'extraction (terre végétale) dans le cadre de l'autorisation sont construits, gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. Aucune instabilité n'a été observée sur les secteurs aménagés vus (merlons et plateforme). L'exploitant a précisé qu'il n'a pas stocké de déchets d'extraction (hors aménagements) depuis l'autorisation actuelle (2013) et n'avait pas suivi des quantités des matériaux stockés. Il établit un plan topographique global du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : AN2022-DDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD/terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les

dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<p>Constats : L'exploitant a établi et dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière de mai 2018.</p> <p>Le plan de gestion contient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction à stocker durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets. Les quantités sont faibles et le plan ne fait pas référence à d'autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets. Il n'y a pas de traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - le plan comporte des indications relatives à l'absence d'effet sur l'environnement. L'absence d'effets sur la santé humaine n'est pas spécifiquement évoquée. <p>La surveillance environnementale de la carrière (eaux et retombées de poussières) est citée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -une description d'actions générales dans le cadre de la remise en état figure dans le plan de gestion (nettoyage,...). Il n'y a pas de plan (cartographie) proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets (rappelons qu'au regard des éléments disponibles les zones du site ne sont pas des "zones de stockage de déchets" 'au sens de l'article 1 de l'arrêté du 22/09/94) ; - de même, il n'y a pas d'étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; <p>Le plan de gestion doit être révisé par l'exploitant en 2023 et transmis au préfet.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées invite l'exploitant à élaborer ses plans de gestion des déchets d'extraction en suivant les différents points listés à l'article 16bis de l'arrêté du 22/09/94 (y compris ceux sans effets, le plan doit le préciser dans ce cas) et en prenant en compte les indications dans le constat qui précède.</p> <p>Le positionnement vis-à-vis de l'article 1er et de l'annexe I de l'arrêté du 22/09/94 et des critères de la circulaire du 22/08/2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières mériteraient également de figurer explicitement dans le plan de gestion révisé en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.9
Thème(s) : Autre, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ils indiquent explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ; • l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ; • les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ; • la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a

<p>lieu, leur périmètre de protection institué en application de réglementations spéciales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones en cours d'exploitation ; • les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement ; • les futures zones à exploiter ; • la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation...) ; • les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'échelle adaptée mis à jour depuis moins d'un an (12/12/2021) qui est à la disposition de l'inspection des installations classées (un exemplaire a été remis lors de l'inspection). L'examen du plan remis montre que ce plan indique explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ; • les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ; • la position des ouvrages voisins. Ce plan ne fait apparaître aucun périmètre de protection institué en application de réglementations spéciales ; • les zones en cours d'exploitation ; • Ce plan ne fait apparaître aucune zone exploitée et réaménagée ; • les futures zones à exploiter sont incluses dans la zone d'exploitation ; • la localisation des pistes, des accès et des installations (stockage des matériaux, bassins...) apparaît sur le plan bien qu'elle ne soit pas explicitée. Il n'y a pas d'installation de traitement fixe sur le site ; • les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets ne figurent pas sur le plan remis. <p>En outre, sur le plan remis le périmètre autorisé et un périmètre d'exploitation sont représentés. Sur ce plan, le périmètre d'exploitation correspond a priori simplement au périmètre autorisé avec un retrait de 10 m. Cette indication est erronée car le périmètre d'exploitation prévu dans le cadre de la demande d'autorisation était beaucoup plus restreint.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit préciser s'il dispose d'un plan distinct sur lequel l'emplacement des bornes apparaît. Le cas échéant, il doit l'établir.</p> <p>Le plan doit être mis à jour pour que le périmètre d'exploitation corresponde à celui qui figurait dans la demande d'autorisation d'exploiter, le cas échéant diminué pour tenir compte des distances et zones de protection prescrites à l'article 6.1.1 de l'AP du 16/01/2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Commission locale de concertation et de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réunion de la CLCS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) de la carrière qu'il réunit régulièrement selon une fréquence minimale annuelle au cours de laquelle il présente son bilan d'exploitation de l'année écoulée ainsi que la synthèse de la surveillance des émissions et des incidences de la carrière sur l'environnement.</p> <p>La CLCS comprend a minima le Maire de la commune de Bouère, des représentants d'associations de protection de l'environnement représentatives et des riverains de la carrière.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place une Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) de la carrière qui s'est réunie régulièrement mais pas selon une fréquence annuelle (2014, 2016, 2018 et 2021). L'exploitant y présente son bilan d'exploitation de l'année écoulée ainsi que la synthèse de la surveillance des</p>

<p>émissions et des incidences de la carrière sur l'environnement.</p> <p>La CLCS est constitué comme prescrit.</p> <p>Le non respect de la fréquence est selon l'exploitant liée à la très faible activité sur le site. L'intérêt d'une réunion lorsqu'il n'y a aucune activité sur le site depuis la réunion précédente est limité.</p> <p>L'examen du compte rendu de la dernière réunion du 28/09/2021 fait apparaître que le maire de Bouère a précisé "l'importance de préserver cette CLCS pendant une campagne d'exploitation et à chaque fois qu'une problématique est nécessaire d'être débattue pour permettre d'échanger entre tous les participants"</p>
<p>Observations : La fréquence annuelle n'est pas respectée mais compte tenu de la faible activité sur le site et dans le respect de ce qu'à préciser le maire de Bouère, les objectifs de la CLCS sont atteints.</p> <p>Un ajustement des prescriptions pourrait être proposé en cas de modification de l'autorisation pour les adapter en fonction de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Information du public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 3.11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Panneau d'information</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan de remise en état du site peuvent être consultés.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, le nom de la mairie où l'étude d'impact est visible.</p>
<p>Observations : Pour être strictement en accord avec l'autorisation d'exploiter et la réglementation nationale, l'exploitant doit compléter les informations avec l'adresse de la mairie (pas uniquement le nom de la mairie) et indiqué que l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan de remise en état du site peuvent y être consultés (pas uniquement l'étude d'impact).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Circulation sur la carrière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Circulation sur la carrière</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies et les aires de stationnement sont aménagées pour faciliter l'accès aux installations (fronts d'exploitation, zones de stockage ...) et la circulation des véhicules (largeur, pente, zones de croisement...).</p> <p>L'exploitant fixe les règles d'accès et de circulation des véhicules comme des piétons. Elles visent prioritairement à protéger les piétons, à éviter d'endommager les installations et à ne pas encombrer les voies et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>La vitesse est limitée à 30 km/h. L'organisation du trafic fait l'objet d'un plan de circulation implanté à l'entrée du site et d'une signalétique visible et explicite. Les voies de circulation et les aires de stationnement sont délimitées, entretenues en permanence pour les véhicules qu'elles accueillent et restent accessibles aux engins de secours en manœuvre. Les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues dégagées.</p>

<p>Constats : Il n'y avait aucune activité ni engin ou véhicule lors de l'inspection et l'excavation était en eau (suite à l'arrêt du pompage d'exhaure en juillet 2022 en raison d'un vol de câbles électriques). Les voies et les aires de stationnement semblaient toutefois aménagées pour faciliter l'accès aux installations (fronts d'exploitation, zones de stockage ...) et la circulation des véhicules (largeur, pente, zones de croisement...). L'exploitant fixe les règles d'accès et de circulation des véhicules comme des piétons. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information notamment au travers d'un plan de circulation mis en place lors des périodes d'activité et dont l'exploitant avait un exemplaire. La signalisation indique que la vitesse est limitée à 20 km/h. Les voies de circulation et les aires de stationnement sont délimitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Emissions dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, conforme aux dispositions de la norme AFNOR NFX 43-007, est mis en place. Les valeurs de retombées de poussières restent inférieures à 30 g/m2/mois.</p> <p>Le suivi annuel des retombées de poussières rend compte des nuisances occasionnées aux riverains proches de l'emprise du site pendant la période sèche et représentative de l'activité de la carrière. L'exploitant établit un relevé d'activité de la carrière pendant la période de pose des plaquettes. Ce suivi est réalisé au moyen d'au moins 4 stations de mesures implantées sous les vents dominants faces aux habitations les plus proches. Ce dispositif est complété par un témoin placé dans une zone non impactée par les émissions de poussières de la carrière.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède à un contrôle des retombées de poussières dans l'environnement. A cet effet, un réseau avec 5 points de mesures dont une station témoin est utilisé.</p> <p>Les valeurs des retombées de poussières mesurées sont très inférieures à 30 g/m2/mois (cf. dernier rapport de contrôle Eurofins de sept/oct 2021).</p> <p>L'exploitant a précisé que vu la très faible activité (par campagnes) du site, le suivi n'est pas fait de façon annuelle comme le prescrit l'autorisation d'exploiter. Les mesures sont effectuées lors des périodes d'activité sur le site (donc pas tous les ans) qui s'étendent au plus sur 2/3 mois pour ce qui concerne le sciage de blocs.</p>
<p>Observations : Le suivi ne satisfait pas à la fréquence annuelle prescrite par l'autorisation d'exploiter. Comme pour les réunions de la CLCS, la fréquence annuelle n'est pas respectée. Compte tenu de la faible activité sur le site qui est épisodique et par campagnes "ponctuelles" pouvant être espacées de plus d'un an, la réalisation de mesures alors qu'il n'y a aucune activité présente peu d'intérêt. La pratique en place (mesures lors des campagnes d'activité) apparaît pertinente d'autant que les résultats sont satisfaisants.</p> <p>Dès lors, un ajustement des prescriptions pourrait être proposé en cas de modification de l'autorisation pour les adapter en fonction de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Volet relatif à l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les eaux (exhaures et ruissellements) de la carrière sont évacuées vers le plan d'eau du « Jars », par un exutoire unique. La carrière ne dispose d'aucun autre point de rejet dans le milieu naturel.</p> <p>L'émissaire est maintenu en bon état et nettoyé. Il est aménagé de manière à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (débit, température, concentrations...) dans de bonnes conditions. Il reste accessible pour permettre les interventions en toute sécurité.</p> <p>Les ouvrages sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Ils permettent une bonne diffusion des effluents.</p>
<p>Constats : Il n'y avait aucune activité de la carrière lors de l'inspection et aucun rejet d'exhaure à l'extérieur du site. Suite à un acte de malveillance au mois de juillet 2022 (vol des câbles électriques), le pompage d'exhaure a stoppé. Malgré la période déficitaire en eaux météores, l'excavation s'est ennoyée comme cela a été constatée lors de l'inspection.</p> <p>En l'absence d'activité, la remise en service de l'exhaure n'a pas encore été effectuée.</p> <p>Au regard de constatations et explications de l'exploitant, il apparaît que des évolutions sont intervenues depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>L'autorisation d'exploiter prévoit que les eaux d'exhaure de la carrière soient évacuées vers le milieu naturel constitué par le plan d'eau du Jars (constitué par l'excavation d'une ancienne carrière), via un exutoire unique (le pompage d'exhaure).</p> <p>L'autorisation prévoit qu'une partie des eaux du plan d'eau du Jars est ensuite restituée au ruisseau du Fondrieux (qui s'écoule entre l'excavation de la carrière actuelle et le plan d'eau du Jars) notamment pour le soutenir en période d'étiage en accord avec le syndicat du bassin versant de la Taude (cf. article 5.2.5.3 de l'AP).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'à cet effet, initialement, un pompage dans le plan d'eau du Jars avait été mis en place, avec rejet vers le ruisseau du Fondrieux.</p> <p>Néanmoins, depuis plusieurs années et en accord (voire à la demande) du syndicat du bassin de la Taude selon l'exploitant, ce dernier réalise, hors période d'activité sur la carrière, un rejet direct d'une partie des eaux d'exhaure de la carrière vers le ruisseau du Fondrieux. Le débit de ce rejet vers le Fondrieux étant, selon l'exploitant géré par le syndicat du bassin de la Taude.</p> <p>Malgré l'absence d'exhaure, lors de l'inspection, la présence d'un compteur/débitmètre après le pompage d'exhaure a été constatée. Il n'était pas fonctionnel lors de l'inspection (piles HS selon l'exploitant). Après ce compteur, sur le tuyau de rejet une bifurcation du rejet des eaux d'exhaures de la carrière a été constatée. D'un coté les eaux sont dirigées vers le plan d'eau du Jars et de l'autre vers le ruisseau du Fondrieux. Le tuyau dirigeant les eaux vers le Fondrieux est équipé d'une vanne (4 positions). L'exploitant a présenté un compte rendu de mesures de jaugeage du Fondrieux faites avec le syndicat du bassin de la Taude et la DREAL en fonction de la position de la vanne.</p> <p>Ce compte rendu fait par le syndicat de bassin entre Mayenne et Sarthe précise la position de la vanne afin ne pas dépasser un débit maximal de rejet vers le Fondrieux. L'exploitant a précisé que c'était le syndicat du bassin de la Taude qui intervenait pour positionner cette vanne.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'y avait aucun rejet, pourtant vu ce qui précède, il apparaît que la carrière peut faire des rejets directs dans le milieu naturel (ruisseau).</p> <p>Les conditions de rejets de l'exhaure (lorsque le pompage est en service) ne correspondent pas aux dispositions prescrites.</p>
<p>Observations : Les évolutions réalisées auraient dû être préalablement portées à la connaissance du préfet. L'exploitant doit donc y procéder conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Volet relatif à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.1
Thème(s) : Autre, surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence semestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.
Constats : La surveillance des rejets porte sur les paramètres prescrits ainsi que d'autres paramètres (nitrites, nitrates, conductivité notamment). L'exploitant effectue une analyse chaque semestrielle dont une en période d'activité. Des mesures ont été faites durant la dernière période d'activité (12/10/2022) où du sciage de blocs était effectué. Les résultats font apparaître un dépassement de la valeur limite pour des MES (46 mg/l pour une limite à 25 mg/l). La dernière mesure, faite le 28/06/2022 alors qu'il n'y avait pas d'activité présente des résultats conformes. Suite au dépassement observé en octobre 2021, l'exploitant n'a pas effectué de contrôles mensuels comme le prescrit l'autorisation d'exploiter. L'exploitant a précisé que, pendant la campagne d'activité, le rejet était fait dans le plan d'eau du Jars et non vers le ruisseau du Fondrieux. Selon ce dernier, MEAC est propriétaire du plan d'eau du Jars qui ne disposerait pas de surverse vers le Fondrieux. Les eaux qui y sont rejetées peuvent donc y décanter. En outre, compte tenu du délai pour avoir les résultats des analyses des prélèvements et de la courte durée des campagnes d'activité, il estime qu'un contrôle mensuel présente peu d'intérêt s'il n'y a plus d'activité.
Observations : Comme déjà précisé au point de contrôle précédent, des évolutions concernant la gestion des eaux ont été réalisées et auraient dû être préalablement portées à la connaissance du préfet. L'exploitant doit donc y procéder conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments d'appréciation. Le cas échéant, les conditions de suivi des rejets pourront être réexaminées si besoin. L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que dans la mesure où un rejet dans le cours d'eau est effectué, il convient (sous réserve de présence d'eau) d'effectuer une mesure de la modification de couleur du milieu récepteur (qui selon l'arrêté ministériel du 22/09/94 ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l). Vu la faible activité, l'exploitation est très en retard par rapport au phasage initialement envisagé. De fait, la fosse historique Est sur le site n'est pas encore reliée à celle en exploitation à l'ouest. Faute d'activité et d'envoyage des fosses, le circuit des eaux n'a pas pu être observé en activité lors de l'inspection. Notons que l'exploitant a toutefois précisé qu'au niveau de la zone d'activité (secteur Ouest de la fosse Ouest), les eaux chargées étaient collectées en un point bas puis rejetées par pompage (50 m3/h) vers la fosse historique à l'Est du site qui est indépendante. Le pompage d'exhaure (120 m3/h) qui conduit au rejet est lui effectué dans la partie centrale de la carrière (dans un point bas à l'Est de la fosse Ouest) "indépendante" de la fosse Est et "indépendante" du secteur d'activité. Ces différents secteurs sont "indépendants" du fait de maintien de gisement entre eux. Il conviendra que le porter à connaissance fait au préfet par l'exploitant expose le(s) circuit(s) des eaux (y compris le pompage nécessaire au sciage) au fil de l'avancement de l'exploitation afin de respecter les conditions de rejets prescrites (en termes de valeurs limites).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Volet relatif à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu récepteur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan d'eau du « Jars » fait l'objet de la même surveillance. Le choix du point de prélèvement des échantillons, réalisé à proximité du point de raccordement des eaux du « Jars » au « Fondrieux », donne une bonne représentation de la qualité des eaux restituées. Les analyses portent sur les paramètres ci-dessus ainsi que la conductivité.
Constats : Compte tenu des évolutions, l'exploitant a précisé qu'il n'y a plus de rejets des eaux du Jars vers le ruisseau du Fondrieux. En conséquence, il n'est pas effectué d'analyse des eaux du Jars dans la mesure où les rejets de la carrière, notamment vers le Fondrieux (et le plan d'eau du Jars) sont analysés. Les dispositions prescrites ne sont donc pas appliquées.
Observations : Comme déjà précisé aux points de contrôle précédents, des évolutions concernant la gestion des eaux ont été réalisées et auraient dû être préalablement portées à la connaissance du préfet. L'exploitant doit donc y procéder conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments d'appréciation avant reprise de l'exhaure. S'il y a lieu les conditions de suivi des rejets pourront être réexaminées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Volet relatif à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du milieu récepteur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une partie des eaux du plan d'eau du « Jars » sont restituées au ruisseau « Fondrieux », un affluent de la Taude, afin de permettre un soutien de son étiage en période sèche ou de gérer les excédents en périodes pluvieuses. Cette gestion des milieux récepteurs est conduite par le Syndicat du Bassin de la Taude sous couvert d'une convention passée avec l'exploitant.
Constats : Aucune partie des eaux du plan d'eau du « Jars » n'est restituée au ruisseau « Fondrieux », un affluent de la Taude, afin de permettre un soutien de son étiage en période sèche ou de gérer les excédents en périodes pluvieuses. Comme déjà précisé, le soutien d'étiage est fait directement à partir des eaux d'exhaures de la carrière sans transit par le plan d'eau du Jars. La gestion de ce rejet (la position de la vanne sur le tuyau de rejet) est conduite par le Syndicat du Bassin de la Taude en accord avec l'exploitant.
Observations : Comme déjà précisé aux points de contrôle précédents, des évolutions concernant la gestion des eaux ont été réalisées et auraient dû être préalablement portées à la connaissance du préfet. L'exploitant doit donc y procéder conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec l'ensemble des éléments d'appréciation. S'il y a lieu les conditions des rejets pourront être réexaminées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Volet relatif à l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.2.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau d'ouvrages permettant d'assurer un suivi représentatif de l'influence de la carrière sur les eaux souterraines est constitué par les puits des Châteaux de Plessis et du Bois Jourdan ainsi que des lieux-dits de la Pélivrière et des Fours. Ces points de contrôle sont retenus sous réserve d'un accord formel des propriétaires des terrains concernés. L'exploitant procède à un contrôle au moins semestriel de leur niveau piézométrique en périodes de basses et de hautes eaux dont l'évolution se réfère à la mesure de l'état initial réalisé préalablement à cette surveillance. En cas de baisse significative des niveaux dû à l'exploitation de la carrière, l'approvisionnement en eau des riverains est pris en charge par l'exploitant dans les mêmes conditions de débits et de qualité que les ouvrages affectés. Les désordres éventuellement constatés feront l'objet d'études visant à les expliquer et à les résorber.
Constats : L'exploitant assure un suivi représentatif de l'influence de la carrière sur les eaux souterraines dans un réseau constitué par les puits des Châteaux de Plessis et du Bois Jourdan ainsi que des lieux-dits de la Pélivrière et des Fours. L'exploitant ne procède pas à un contrôle au moins semestriel de leur niveau piézométrique en périodes de basses et de hautes eaux. La fréquence est plutôt annuelle voire supérieure en raison de l'absence des propriétaires selon l'exploitant. Les résultats examinés ne font pas apparaître de baisse significative des niveaux. Le suivi du puits du Bois Jourdan n'est pas exprimé en m NGF.
Observations : Le suivi du puits du Bois Jourdan doit être exprimé en m NGF ce qui n'était pas le cas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches précités. En fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée, d'autres points de mesures peuvent être retenus par l'exploitant. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée. Les résultats de ces mesures sont comparés aux valeurs de l'approche théorique présentées dans le dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour les respecter.
Constats : L'exploitant ne fait pas procéder tous les ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches précités. En revanche, l'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches précités lors de chaque campagne d'activité. Elles sont

<p>"ponctuelles" (au plus de l'ordre de 3 mois) mais il n'y en a pas tous les ans.</p> <p>Ces mesures sont donc réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière.</p> <p>L'examen des résultats des dernières mesures faites (14/10/2021) à 4 emplacements étaient conformes (cf. rapport ENCEM).</p>
<p>Observations : La fréquence annuelle n'est pas respectée mais compte tenu de la faible activité sur le site et du respect des valeurs réglementaires lors des périodes d'activités, il n'y a pas d'enjeux à en faire en l'absence d'activité.</p> <p>Un ajustement des prescriptions de suivi pourrait être proposé en cas de modification de l'autorisation pour les adapter en fonction de l'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 15 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préparation des tirs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gènes et des nuisances susceptibles d'être induits et assure la sécurité du public pendant les tirs.</p> <p>Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.</p> <p>Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant le chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mines par rapport au front de taille (angle de foration, profondeur et position des trous, épaisseur du front à abattre...). La charge d'explosifs introduite dans les trous de mines est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.</p> <p>Des contrôles sont opérés pour réduire les risques de projections (orientation des fronts, état des fronts, structure des roches...).</p> <p>Les tirs sont réalisés avec la technique des charges fractionnées par amorçage avec micro-retard ou tout autre dispositif reconnu équivalent. Les explosifs sont utilisés dès leur réception sous couvert d'une autorisation spécifique de la préfecture.</p> <p>Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.</p>
<p>Constats : Selon l'exploitant l'exploitation a toujours été conduite par sciage des blocs depuis la délivrance de l'autorisation en cours (et concassage des moellons résiduels). Il n'y a donc pas eu de tirs de mines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 16 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Informations préalables aux tirs et Périmètre de sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs d'abattage sont réalisés les jours ouvrables (sauf les samedis) aux horaires convenus avec les municipalités concernées. L'exploitant met en place un système d'information des riverains relatif à la date et à l'heure du déclenchement du tir.</p> <p>Les riverains et la municipalité concernés sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage. Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour alerter les riverains est déclenché au moins 2 minutes avant</p>

<p>la mise à feu. Ce signal est suivi d'un second signal précédant immédiatement la mise à feu.</p> <p>Sur demande, les riverains peuvent être prévenus des tirs de mines avant le déclenchement des signaux sonores par tout moyen adapté convenu avec le carrier (appel téléphonique, information disponible à la mairie...).</p> <p>L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié aux tirs et prend les dispositions nécessaires pour le faire évacuer, le garder et éviter les projections.</p> <p>Avant la réalisation d'un tir, la zone d'extraction est fermée, l'exploitant réalise un contrôle visuel des terrains limitrophes de la zone de tir, s'assure de leur évacuation et de la maîtrise du périmètre dangereux. Pendant toute la séquence de tir, la zone consignée est physiquement surveillée. La séquence de tir est conduite sous le contrôle du chef mineur.</p>
Constats : Comme déjà précisé, selon l'exploitant, l'exploitation a été conduite sans tir de mines depuis la délivrance de l'autorisation en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.4
Thème(s) : Autre, Fréquence des tirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le nombre de tirs nécessaires à l'exploitation (hors travaux de découpage) reste limité au maximum compte tenu de la priorité donnée au mode d'exploitation des blocs de marbre par sciage.</p> <p>Les tirs de mines sont autorisés au cours de la période du 1er avril et le 15 octobre de chaque année.</p>
Constats : Comme déjà précisé, selon l'exploitant, l'exploitation a été conduite sans tir de mines depuis la délivrance de l'autorisation en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des tirs (vibrations et pression acoustique)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque tir de mines en grande masse donne lieu à la mesure des vibrations émises au moyen d'au moins deux analyseurs équipés d'un dispositif d'enregistrement qui permet de mesurer les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ainsi que la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.</p> <p>A chaque tir, les analyseurs sont positionnés dans les habitations les plus susceptibles d'être impactées afin de contrôler la valeur limite des vitesses particulières. Les mesures sont effectuées en des points solidaires des éléments porteurs de la structure situés au plus près des fondations de l'habitation, sous réserve d'un accord formalisé des propriétaires des biens.</p> <p>Les chaînes de mesures sont vérifiées et contrôlées tous les ans par un organisme spécialisé dont les attestations ou les rapports sont conservés.</p>
Constats : Comme déjà précisé, selon l'exploitant, l'exploitation a été conduite sans tir de mines depuis la délivrance de l'autorisation en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 6.6.6.3
Thème(s) : Autre, Enregistrements relatifs aux tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque tir, l'exploitant enregistre a minima les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des données, contrôles et des éléments relatifs à la préparation du tir, notamment les informations collectées lors des forations, les analyses de cutting de foration, les constats des inspections des fronts de taille, les mesures au TEPEX, les calculs de charge... ; • la date du tir ; • le plan du gisement avec position du front exploité et du point de mesure de vibrations choisi ; • la copie du plan d'exclusion de l'unité mobile concernée lorsqu'il en est fait usage ; • la description détaillée du tir (nombre de trous, masse totale d'explosif, charge unitaire, nature des explosifs, mode d'amorçage, plan du tir en coupe et vue de dessus) ; • les résultats des mesures de vibrations (identification de l'appareil de mesures, enregistrements fournis par les analyseurs). <p>Cette fiche est conservée dans un registre spécial archivé pendant au moins 3 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Comme déjà précisé, selon l'exploitant, l'exploitation a été conduite sans tir de mines depuis la délivrance de l'autorisation en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Classement administratif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 1.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Sciage de blocs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Classement administratif des ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> -rubrique 2510-1 : Carrière -rubrique 2515-1-a : Concassage criblage... de roches massives (granites) -rubrique 2517-1 : Station de transit de produits minéraux
<p>Constats : Le classement des ICPE autorisées du site a été actualisé par l'arrêté du 29/09/2020. Aucune installation ou activité n'était en cours lors de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé l'existence de la rubrique 2524 (Atelier de taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre, etc . Les installations sont classées lorsque la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW.</p> <p>L'établissement ne dispose pas de cette rubrique et le classement au titre de la rubrique 2524 (régime déclaratif uniquement) n'a pas été examiné lors de l'autorisation de 2013, ni lors de l'actualisation sollicitée en 2020.</p>
<p>Observations : Dans le cas de cette carrière, il n'y a pas d'installation fixe pour le sciage (ni d'ailleurs pour le concassage). Toutefois, les installations de sciage (comme pour le concassage) sont amenées à revenir régulièrement sur le site de la carrière. Elles sont donc utilisées à "poste fixe" et leur classement potentiel au titre de la rubrique 2524 doit donc être examiné.</p> <p>L'exploitant doit y procéder et le cas échéant solliciter une régularisation dans le cas présent par un porter à connaissance du préfet au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet